

CONVENTION DE MANDAT

Délégation de maîtrise d'ouvrage temporaire

ETUDE & TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT SUR LE SITE DU CHATEAU DE FLERS

.....

Rivières Plancaïon et Hariel, commune de Flers

*Annexe à la délibération n° 2024-583
du CM 24 en date du 02/04/2024*

Entre :

Flers Agglo,

dont le siège est situé au 41 rue de la Boule – 61100 Flers,

représenté par M. Yves GOASDOUE, Président

agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués,

d'une part,

Et

Monsieur le Maire de Flers, Yves GOASDOUE,

Adresse 41 rue de la Boule - 61 100 Flers

désignation cadastrale : BY201, BY202, BY156 et BY157,

d'autre part.

Monsieur le Maire de Flers déclare être seul propriétaire ou avoir qualité pour représenter les propriétaires de la propriété précédemment désignée.

- Vu la délibération n° 529 du conseil communautaire en date du 7 avril 2022 autorisant Flers Agglo à exercer une maîtrise d'ouvrage pour les travaux restauration de cours d'eau dans le cadre du programme de gestion du bassin du Noireau ;
- Vu les statuts du 22 juin 2022 ;
- Vu l'article L 211-7 du code de l'environnement ;
- Vu l'article L 151-37 du code Rural et de la Pêche Maritime ;
- Vu l'article L211-7-1 du Code de l'environnement ;
- Vu l'article R 214-89 du code de l'environnement.

PREAMBULE

Dans le cadre de sa compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), Flers Agglo porte la responsabilité des engagements pris par l'État français pour respecter les objectifs fixés par la Directive Cadre Européenne sur l'Eau. Flers Agglo présente non seulement la pleine légitimité à porter des projets de restauration des milieux aquatiques, mais également le devoir de faire aboutir ce programme d'actions.

En vue de contribuer à l'atteinte du bon état de la masse d'eau Vère (code FRFR305), dépendant notamment de la restauration hydromorphologique des cours d'eau, il est convenu avec le propriétaire de l'ouvrage, de déléguer temporairement la maîtrise d'ouvrage des études préalables et des travaux d'aménagement à Flers Agglo.

Ce projet est notamment soutenu par différentes administrations (Office Français pour la Biodiversité OFB, Direction Départemental des Territoires DDT de l'Orne, Agence de l'Eau Seine-Normandie AESN, Région Normandie, Département de l'Orne) en raison des enjeux environnementaux qu'il comporte.

La présente convention a pour objet de régler et d'encadrer les modalités de réalisation et de financement de l'opération avec le Propriétaire privé.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de confier par le propriétaire de l'ouvrage à Flers Agglo qui l'accepte, la réalisation d'études et de travaux de restauration des milieux aquatiques conformément aux enjeux de la Directive Cadre sur l'Eau, du SDAGE Seine Normandie et du SRCE de Basse-Normandie.

Les aménagements seront réalisés suite à une étude définissant les travaux à réaliser et prenant en compte les enjeux (bâti, environnementaux, inondation, financier...), les impacts en amont et en aval, les usages liés au cours d'eau, et le cadre réglementaire de la Loi sur l'eau et de l'article R 214.1 du Code de l'environnement.

Le PROPRIETAIRE autorise en conséquence :

- Le libre passage sur la parcelle, des entreprises chargées de réaliser les travaux pendant toute la durée du chantier,
- Le libre passage du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, chargé de coordonner et vérifier la bonne exécution des travaux sur le terrain,
- Les visites de la parcelle, dans le cadre des travaux de restauration, à condition qu'elles soient encadrées par un représentant du maître d'œuvre.

En contrepartie, le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à remettre en état le site après les travaux.

ARTICLE 2 : Nature des travaux

La présente délégation de maîtrise d'ouvrage temporaire autorise Flers Agglo à engager la réalisation des aménagements suivants :

- La suppression des ouvrages OHS7 et OPa15 et aménagement des ouvrages OEt8 OEt7 et OHs8 situés sur le Hariel et le Plancaïon dans le périmètre du parc du château permettant le rétablissement des continuités piscicoles et sédimentaires, autant que les conditions techniques et économiques le permettent.
- La réalisation d'un mur de séparation entre les douves et le Hariel
- La réalisation d'une passerelle entre les parcelles BY156 et BY157 comme mesures d'accompagnement nécessaires à la préservation des usages actuels

ARTICLE 3 : Engagements de la structure

- Flers Agglo a en charge de contacter les administrations publiques susceptibles d'apporter des subventions à l'opération. Il monte les dossiers de subventions auprès des financeurs pour le compte du Propriétaire.

- Flers Agglo réalise en se subrogeant au propriétaire les études permettant de définir les travaux à réaliser en tenant compte de l'ensemble des enjeux (présence de bâti, usages, obligations réglementaires, risques d'inondations, environnement...).
- Le Propriétaire de l'ouvrage est systématiquement destinataire des documents réalisés et est invité lors de chaque réunion au cours des études et des travaux.
- Flers Agglo assure la liaison et la concertation avec les propriétaires riverains et les collectivités locales concernées.
- Si l'aménagement retenu nécessite l'obtention d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau, Flers Agglo réalise, avec le maître d'œuvre, un dossier de demande d'autorisation. Celui-ci sera déposé auprès des services de la police de l'eau de la DDT de l'Orne, conformément à l'article R.214-1 du code de l'environnement.
- Flers Agglo assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des travaux. Pendant toute leur durée, il veille à la surveillance du chantier et à son bon fonctionnement. A l'achèvement des travaux, il veille à la remise en état du site.

ARTICLE 4 : Engagements du Propriétaire

- Le Propriétaire s'engage à autoriser l'étude du réaménagement des parties hydrauliques de son ouvrage, ainsi que le cours de la rivière de part et d'autre du seuil, dans l'objectif de rétablir aussi complètement que possible la continuité écologique. Les seuls critères pris en compte pour définir les travaux seront les limites techniques, la sécurité, le maintien des usages économiques éventuellement existants, et le coût financier du projet.
- Dès lors que Flers Agglo a respecté ses obligations écrites dans la présente convention, le propriétaire s'engage à ne pas s'opposer aux travaux tels qu'ils auront été définis dans la concertation au cours des études.
- Dans le cas des travaux de dérasement ou de remise en fond de vallée totale, le propriétaire s'engage, à l'issue de la phase d'étude, à renoncer au droit d'eau afférant à l'ouvrage, sans indemnisation dans le cadre de l'article L214.4 du Code de l'environnement, par une lettre adressée à la Direction Départementale des Territoires (DDT), accompagné de la copie de la présente convention, et du document réalisé par le maître d'œuvre présentant les travaux allant être réalisés. Le préfet prendra un arrêté abrogeant le droit d'eau lié à l'ouvrage et autorisant la remise en état. Cette procédure désengage le Propriétaire des responsabilités liées à l'ouvrage (entretien, gestion des vannages...), et ne permettra plus l'exploitation de la retenue d'eau pour quelconque usage.

Dans le cas où les travaux définis au cours des études ne permettent pas l'abrogation du droit d'eau du fait du maintien d'une partie des ouvrages hydrauliques, ou de la construction de nouveaux ouvrages, une procédure similaire sera à réaliser auprès de la DDT afin d'obtenir un arrêté préfectoral complémentaire qui permettra la mise à jour de l'autorisation existante.

- Le Propriétaire s'engage à suivre le déroulement du projet, à se rendre disponible autant que nécessaire pour en assurer le bon avancement, et à transmettre à Flers Agglo tous éléments de connaissance, passés ou actuels, au sujet de l'ouvrage.
- Le Propriétaire conserve le règlement de tout impôt et taxes foncières concernant les ouvrages jusqu'à leurs éventuelles modifications.

ARTICLE 5 : Financement des travaux

Les participations de l'EPCI et du propriétaire seront répartis en fonction de l'ambition et du gain écologique des travaux voir tableau suivant :

Travaux	Gain écologique	Obligation réglementaire	Subventions possibles	Participation au reste à charge
Réouverture de cours d'eau	+++	aucune	80% AESN	20% EPCI
Suppression d'ouvrage (Remise en fond de vallée total)	+++	cours d'eau classée en liste 2 ou non	80% à 90% AESN	10% à 20% EPCI
Remise en fond de vallée partielle	++	cours d'eau classée en liste 2 ou non	60% AESN + 20% RN et/ou CD61	20% à 40% Propriétaire (pas de participation de l'EPCI)
Rivière de contournement ou passe à poisson	+	cours d'eau classée en liste 2	50+10% AESN	40% Propriétaire (pas de participation de l'EPCI)

Flers Agglo se subroge au Propriétaire pour percevoir les subventions correspondantes aux études préalables, aux travaux réalisés et aux divers frais engagés.

En conséquence, Flers Agglo acquittera directement les factures qui lui seront adressées concernant les études préalables, les travaux d'aménagement ou de suppression des ouvrages hydrauliques, les aménagements connexes rendus nécessaires par les travaux ou les mesures d'accompagnement.

ARTICLE 6 : Accès à la propriété privée

Un accès est garanti par le propriétaire au profit de Flers Agglo, des entreprises de travaux, des partenaires financeurs et des administrations en charge de la police de

l'eau, à compter de la signature de la présente convention et ce jusqu'à l'achèvement des travaux, ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Flers Agglo fournira au Propriétaire le planning prévisionnel des études préalables et travaux, les plans projet des travaux et l'état des lieux d'entrée.

Les travaux se limiteront aux plans définis préalablement et respecteront l'intégrité de l'immeuble.

A la suite des travaux, Flers Agglo s'engage à (faire) remettre en état le site sur la base de l'état des lieux d'entrée. Un état des lieux contradictoire de réception de chantier sera établi entre le Propriétaire et Flers Agglo.

ARTICLE 7 : Réception des travaux

Flers Agglo et les services de l'Etat procéderont à la vérification de la fonctionnalité des aménagements. Après levée des éventuelles réserves et validation de la fonctionnalité du dispositif, les travaux seront considérés comme achevés. Un procès-verbal de réception sera établi.

Le Propriétaire autorise Flers Agglo et les services de l'Etat à accéder à l'ouvrage à la suite des travaux, afin de vérifier le bon fonctionnement de l'aménagement réalisé.

ARTICLE 8 : Responsabilité de l'ouvrage et garanties

Une fois les travaux d'aménagement achevés, le Propriétaire de l'ouvrage retrouve la pleine jouissance de ses droits et obligations. Il assume pleinement sa propriété.

Les travaux visés dans la présente convention sont couverts par la garantie de parfait achèvement ainsi que par la garantie décennale sur le génie civil, si des travaux de telle nature sont entrepris.

ARTICLE 9 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, et s'achève après la signature du procès-verbal de réception des travaux.

ARTICLE 10 : Mutations diverses

Toutes modifications affectant la présente convention fait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : Résiliation

La présente convention peut faire l'objet d'une résiliation, si l'une des parties ne respecte pas les obligations qui lui incombent, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 15 jours à compter de sa réception.

En cas de non-respect de la présente convention par le Propriétaire, Flers Agglo peut, après mise en demeure, mettre fin à l'exécution du présent contrat avant l'achèvement de celui-ci par une décision de résiliation.

Le Propriétaire devra alors s'acquitter de la totalité des frais engagés par Flers Agglo

ARTICLE 12 : Règlement des litiges

Avant toute saisine du tribunal administratif compétent, les parties s'efforcent de régler, à l'amiable, les litiges, qui pourraient s'élever à la suite de l'application de la présente convention.

Fait en 3 exemplaires, à

Les contractants
(*parapher, dater et signer*)

Le Maire de Flers

M.

Le Président de Flers Agglo

M.

Un exemplaire de la présente convention est adressé à la DDT de l'Orne